

LOI N°06-009 DU 23 JANVIER 2006 PORTANT CHANGEMENT DE DENOMINATION DU PALAIS DES CONGRES DE BAMAKO.

**L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 05 janvier 2006 ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

ARTICLE UNIQUE : Le Palais des Congrès de Bamako créé par Loi N°04-042 du 13 août 2004 prend la dénomination de Centre International de Conférence de Bamako.

Bamako, le 23 janvier 2006

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**

LOI N° 06-010 DU 27 JANVIER 2006 PORTANT CREATION DE LA CELLULE TECHNIQUE DE COORDINATION DU CADRE STRATEGIQUE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.

**L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 17 janvier 2006 ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un service rattaché, dénommé Cellule Technique de coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté en abrégé CSLP.

ARTICLE 2 : La Cellule Technique de coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté a pour mission de coordonner et de suivre la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

A ce effet, elle est chargée de :

- assurer le suivi évaluation du CSLP ;
- suivre le fonctionnement des mécanismes institutionnels et le processus de réforme de l'aide au Mali ;
- assurer l'appropriation du processus CSLP par l'ensemble des acteurs aux niveaux national, régional et local ;
- centraliser et diffuser les données et informations relatives au CSLP ;
- suivre l'allocation des ressources budgétaires conformément aux priorités définies dans le CSLP ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations de la Table Ronde des Bailleurs de Fonds du Mali sur le CSLP ;
- coordonner le processus de révision du CSLP.

ARTICLE 3 : La Cellule Technique de coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté est dirigée par un Coordonnateur nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

ARTICLE 4 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule Technique de coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

Bamako, le 27 janvier 2006

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**

LOI N°06-011 DU 27 JANVIER 2006 PORTANT CREATION DE L'OFFICE POUR LA MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE.

**L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 17 janvier 2006 ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

CHAPITRE I : DE LA CREATION ET DES MISSIONS

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un Etablissement Public à caractère Administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé Office pour la Mise en Valeur du Système Faguibine, en abrégé OMVF.

ARTICLE 2 : L'Office pour la Mise en Valeur du Système Faguibine a pour mission l'aménagement, le développement et la protection du système Faguibine.

A cet effet, il est chargé de :

- assurer les travaux et la maintenance des chenaux et des ouvrages hydrauliques du système Faguibine ;
- promouvoir le développement des cultures vivrières et industrielles et des productions animales dans sa zone d'intervention ;
- mener toutes actions devant permettre l'accroissement de la production et de la productivité agricoles et des revenus des paysans de la zone ;
- apporter un appui-conseil au producteur ;
- promouvoir l'émergence des organisations paysannes, Coopératives, Unions et Fédération à travers l'alphabétisation fonctionnelle et la formation ;
- assurer la promotion de l'intégration de l'agriculture et de l'élevage ;
- mener des actions de protection de l'environnement.

CHAPITRE II : DE LA DOTATION INITIALE ET DES RESSOURCES**SECTION I : DE LA DOTATION INITIALE**

ARTICLE 3 : L'Office pour la Mise en Valeur du Système Faguibine reçoit en dotation initiale l'actif de l'ex-Projet Faguibine.